

## Research Article

# LE MODÈLE DE CONSTRUCTION DES INFORMATIONS DES RADIOSSSSSDIFFUSIONS INTERNATIONALES D'APRÈS LA THÉORIE GLOBALE DU MONDE

\*Jean MALONDA NGONGO TSHILUMBAY

Faculté des Sciences Sociales, Département des Sciences Politiques et Administratives, Université de Kisangani, Democratic Republic of Congo.

Received 11<sup>th</sup> February 2023; Accepted 12<sup>th</sup> March 2023; Published online 30<sup>th</sup> April 2023

### RÉSUMÉ

Ce texte est la suite de deux premiers parus précédemment dans le Vol.24 N°3 d'Oct. 2018 d'IJIAS. Le premier était intitulé « Les radios internationales et le Zaïre pendant la première démocratisation (1992-1994). Le second parlait des interviews de ces mêmes radios internationales au cours de la période indiquée et des leçons à tirer. Dans celui-ci, à partir des données recueillies antérieurement, nous construisons un modèle des informations des radiodiffusions internationales à partir de la théorie globale du monde. Ayant pris entièrement le texte de François DEMERS, sur « la crise de l'Etat-nation et communication politique interne. Une ligne de fracture nommée démocratisation », paru dans *Hermès\_1995\_17-18\_267*, nous l'avons dépassé pour imaginer un modèle qui soit non seulement zaïrois (RD congolais), africain ou des pays en développement, mais qui puisse s'appliquer indistinctement à toute société humaine moderne, quel que soit son niveau de développement. Ce modèle, s'inspirant de celui datant d'il y a plus d'un demi-siècle de David Easton, le critique et le dépasse.

**Mots-clefs:** modèle, radiodiffusions (inter)nationales, systémisme, informations, Zaïre, monde.

### INTRODUCTION

Nous avons dit plus haut (cf. IJIAS-17-358-04.pdf) que nous utilisons le systémisme dans notre étude comme soubassement, sur lequel nous construisons le modèle que nous exposons maintenant. Le Zaïre, à l'instar des autres régions du monde, est tributaire d'une superposition de deux systèmes de communication politique dont médiatique, le national et l'étranger ou l'international, encore appelé transnational, transfrontières ou mondial. Pendant qu'ailleurs, particulièrement dans les systèmes politiques développés, cette superposition est assez faible, dans cet Etat la dualité a été très apparente. François DEMERS, qui nous a inspiré, trouve que « cette dualité n'est nulle part plus apparente que dans les pays connaissant une transition accélérée vers la démocratie, notamment en Europe de l'Est, en Afrique francophone, en Algérie, au Mexique.<sup>1</sup> »

Le monde a changé de donne avec la chute du système communiste, laquelle l'a rendu unipolaire tant économiquement, militairement que démocratiquement. La démocratie à l'anglo-américaine a supplanté tous les autres modèles de systèmes politiques connus et est devenue le seul modèle "correct" que recommandent vivement et unanimement les réseaux de communication internationaux tels que les institutions internationales, les organismes de développement et d'entraide, les transnationales et tribunes médiatiques, etc. Cette démocratie, sous sa forme première d'exigence de démocratisation, entre en conflit avec plusieurs systèmes de communication politique interne qui se sont mis en place depuis plusieurs décennies ou l'ont été par l'Etat-nation lui-même. Ils ont développé ainsi, à l'abri de frontières territoriales et symboliques, des traits caractéristiques de la culture nationale. Ainsi, dans le monde actuel, les Etats, par impuissance ou par croyance, laissent désormais les flux de communication internationale se développer hors de leur emprise. Ce qui amène des auteurs des relations internationales comme Bertran Badie, Smouts, Rosenau à s'interroger sur la nécessité de garder "le

modèle réaliste", qui est basé sur l'Etat justement, compte tenu de la fragilisation de ce dernier, manifestée entre autres par l'autonomisation de larges pans des échanges internationaux, ce qui met à mal le protectionnisme dont il s'est toujours entouré. Ne faut-il pas lui substituer une nouvelle théorie globale du monde? Sur cette lancée, qu'en est-il de l'impact de l'ouverture des frontières sur le journalisme interne au regard de la libre circulation des idées et du malmenage de la légitimité du protectionnisme?

### La crise de l'Etat-nation

Discutons d'abord de la crise de l'Etat-nation. Ayons à l'esprit que les mass-médias sont parties directement actives dans la vie politique d'un pays principalement par le biais du journalisme. Celui-ci, sous-ensemble des mass-médias, « est le territoire principal d'intersection avec le système politique » constitué du gouvernement, des partis politiques, des groupes de pression, du parlement, du système judiciaire, etc. Le journaliste, de par son appartenance au système mass-médiatique, participe au système politique. Ajoutons encore que le système politique d'un pays donné a normalement développé au cours de son cheminement historique des caractéristiques particulières qui guident la pratique des acteurs. Elles sont un sous-ensemble de la « culture nationale » constituée des normes éthiques, esthétiques, des mythes et des figures de référence historiques particulières, de la sensibilité à des stimuli spécifiques. De ce fait, le journalisme d'un pays se reconnaît à ses usages, ses rituels, ses conventions et ses normes de comportement propres, lesquels sont intimement liés à « la culture politique nationale ».

Le troisième postulat qui mérite d'être épinglé est que les journalismes nationaux sont entraînés dans la crise des Etats-nations qui caractérise la scène internationale depuis la désagrégation du communisme. Jusque-là, la communication politique interne d'un pays, dont son journalisme, était en principe sous le contrôle complet et légitime de l'Etat-nation et de sa culture. Aujourd'hui, chaque Etat, bon gré ou malgré, avec enthousiasme ou en ronchonnant, cherche à ouvrir ses frontières aux flux internationaux et à aligner ses pratiques internes sur le modèle de l'Etat minimal. Car le "modèle réaliste" basé

<sup>1</sup>DEMERS F., Crise de l'Etat-nation et communication politique interne. Une ligne de fracture nommée démocratisation, in *Hermès\_1995\_17-18\_267.pdf*, consulté le 10/7/2013.

sur l'opposition interne - externe, qui centre le système sur l'acteur unique qu'est l'Etat, est dépassé. En effet, dans ce modèle, l'Etat national fait tout pour contrôler le jeu des acteurs politiques à l'intérieur de ses frontières afin d'assurer sa stabilité et sa pérennité.

Dans le cadre communicationnel et journalistique spécialement, ce modèle assigne aux mass-médias des rôles et des champs d'action arrimés aux autres institutions politiques, en vue de contribuer eux aussi à l'affirmation et à l'expansion de l'Etat national, dans le cas du modèle autoritaire, ou de ne pas trop y nuire, dans le cas du modèle libéral. C'est ce qui explique les équilibres relativement stables des systèmes politiques internes lors de la période d'affirmation des Etats-nations. Ces équilibres ont harnaché les rapports conflictuels et de collaboration entre les instances étatiques, les partis politiques et les autres acteurs sociaux. Cependant, les théories internationalistes récentes mettent en exergue la perte manifeste de contrôle des Etats-nations quant à plusieurs activités et remplissent les espaces d'où ils refluent par un « second monde » de relations internationales, parallèle aux Etats et tissé par divers acteurs transnationaux tels que les multinationales, les religions, les réseaux mafieux, les groupes écologistes, les filières migratoires, les organisations non gouvernementales, les organisations internationales, etc.

### L'Etat minimal

Le territoire contrôlé par un Etat désormais minimal doit cohabiter dans un monde où s'affirme aussi un autre système de communication, transnational celui-là et échappant à la légitimité, ou encore à l'action de l'Etat national. Il y a donc, de ce fait, une superposition systématique et généralisée de ces deux systèmes de communication, le national et l'étranger, dans chaque espace national. Peut-on aussi opposer communication et culture, et considérer la résurgence des nationalismes et des minorités comme une résistance de la culture enracinée dans une histoire (nationale, ethnique...) à la communication de type américain, c'est-à-dire ouverte à toutes les influences et récupérations? Le choix serait à faire entre "le Mac World", aux accents libre-échangistes et planétaires, et le nationalisme identitaire, voire l'intégrisme. Nous serions déjà en pleine époque post-internationale, avec le post-modernisme en matière de valeurs, et le post-industrialisme en matière économique. Un saut qualitatif a été franchi et il faut chercher un modèle de représentation du monde où les pièces - pivots ne seraient plus les Etats-nations, leur plus ou moins grand contrôle sur l'usage de la force physique et leurs rapports de force dans l'anarchie. Déjà en 1992, des auteurs comme Badie et Smouts tentaient de lire le monde à l'aide du concept de « crise de l'Etat-nation », alors qu'une année plus tôt Albert observait la réorganisation de la scène internationale en utilisant l'idée des blocs industriels ou commerciaux, se servant, pour ce, de deux modèles du capitalisme. Le premier modèle est le rhénan et concerne l'Allemagne et le Japon. Il est considéré comme plus performant, et suppose le harnachement du capital financier, tout comme l'imbrication de la culture nationale et de l'économie pour obtenir un surplus de mobilisation productive de la population. Le second, le néo-américain, concerne les Etats-Unis et l'Angleterre. Il poursuit la libération de la « géo-finance », la dénationalisation et n'entend conclure aucun contrat social avec qui que ce soit, où que ce soit.

### Les défis mondiaux à relever

Les mêmes auteurs (Rosenau, Badie et Smouts, Albert) constatent que de nouveaux défis sont posés à la collectivité des nations et à sa capacité de se coordonner dans l'anarchie, par simple négociation

quotidienne, sans l'aide d'un Etat mondial. Pour eux, les faits suivants montrent la rupture: Des forces échappent peu ou beaucoup à la régulation des Etats (la criminalité liée à la drogue par exemple). Des acteurs tels que les multinationales ont développé des réseaux et des activités internes de portée transnationale ou mondiale indépendants des réseaux étatiques. Quatre groupes de facteurs entremêlés ont dessiné ces défis mondiaux bien avant 1985. En premier lieu, l'environnement. Un défi confronte l'ensemble de l'humanité, surtout qu'il est exacerbé par l'absence de coordination des Etats-nations quant au trou dans la couche d'ozone, aux gaz à effet de serre, aux déforestations à grande échelle, à l'épuisement des ressources halieutiques, à l'embarras devant la croissance des déchets de toutes sortes. En deuxième lieu, la mondialisation des communications. Elle se présente sous forme de tourisme de masse, des réseaux télévisuels et radiodiffusés mondiaux, de la télématique, de la dissémination des transistors, des magnétoscopes et lecteurs vidéo, des lap-tops, l'atteinte de toutes les frontières territoriales... La somme de toutes ces améliorations a entraîné le débordement de toutes les frontières, la création de ce village planétaire de l'information et l'hégémonie de l'attrait des masses pour la société de consommation. Tout cela constitue « l'infosphère ». En troisième position, les multinationales de l'industrie et du commerce. Ce sont des entreprises tentaculaires ayant leurs principales places d'affaires dans les pays industrialisés. Elles ont développé des réseaux internes de communication et de circulation qui enjambent les limites des Etats-nations. Elles travaillent depuis toujours à desserrer l'emprise de chaque Etat et de l'ensemble des Etats sur leurs activités. Les multinationales d'argent sont particulièrement agressives dans le domaine de réglementation internationale qu'elles considèrent comme une entrave à une mobilité vitale, car la promotion du capitalisme financier est la spécificité primordiale du modèle anglo-américain. Les réseaux d'information internationale sont des vecteurs de la conquête du monde. Albert affirme d'ailleurs que « ce triomphe journalistique du capitalisme américain n'est pas un épiphénomène que les économistes pourraient juger sans importance. Au contraire. Il explique en grande partie la puissance de sa diffusion. En dernière position, le recul de l'Etat-nation dont nous parlions ci-avant. Il s'est manifesté par le développement de l'idéologie du néo-libéralisme dont l'ennemi central est l'Etat-nation, en partie pour lutter contre la corruption et l'inefficacité des bureaucraties, en partie à l'appel des multinationales pour des raisons déjà évoquées. D'où l'objectif est l'instauration d'un Etat minimal au profit du marché qui s'autorégulerait naturellement.

La « crise » de l'endettement des Etats a joué un rôle majeur dans le déploiement de cette idéologie, car elle a permis de déboulonner des concepts admis auparavant, tels que gouvernement, Etat-providence, social-démocratie, keynésianisme, Etat-nation. L'argument a d'abord été construit sur le niveau des emprunts des Etats du Tiers-monde, pour ensuite dériver sur les mesures sociales dans les pays développés. En somme, le recul général de l'Etat-nation, souhaité, réel ou présumé, fait croire à l'apparition d'un « second monde » libre des souverainetés étatiques selon l'expression de Rosenau. Pour leur part, Badie et Smouts pensent que l'intensification des flux transnationaux aurait pour effet de "dédoubler" le système international, créant ainsi un monde "multicentré".

### L'information internationale

Les Etats sont forcés de laisser la place dans plusieurs secteurs d'activité aux forces de marché international. Or le journalisme était jusque-là, dans plusieurs coins du monde, une activité sous haute surveillance: propriété d'Etat des médias électroniques, lois de la presse, etc.

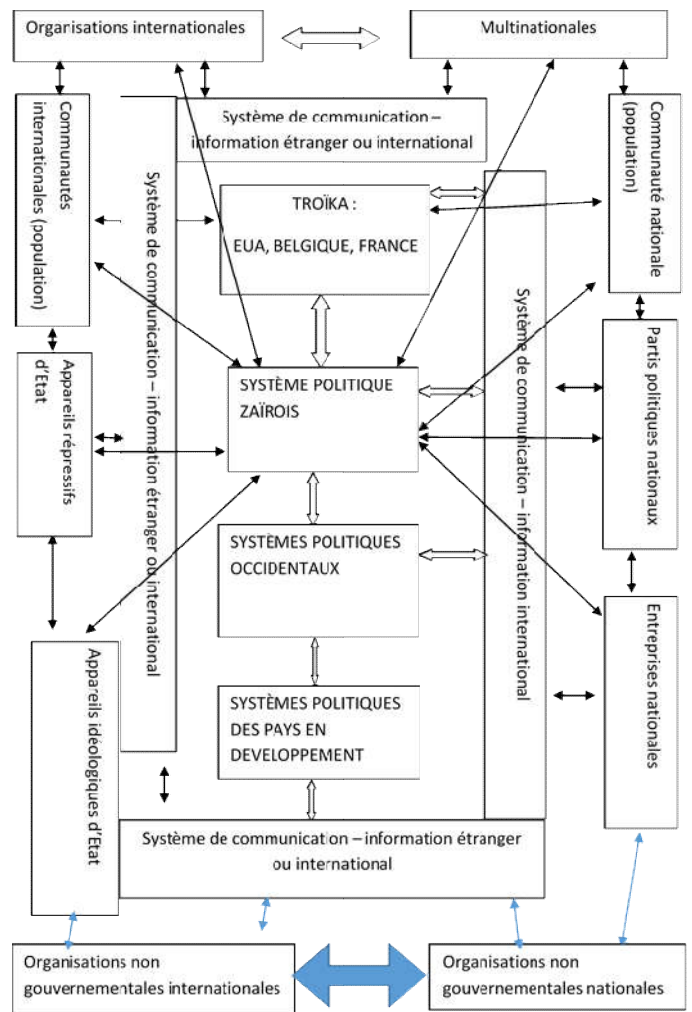
La logique du contrôle étatique animait les débats de la fin des années soixante-dix à l'UNESCO autour de la revendication d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la communication (NOMIC). Les promoteurs de cette idée souhaitaient le maintien de la juridiction des Etats-nationaux sur le flux de communication. Ils constataient « la circulation à sens unique », les flux échappant dans les faits à l'emprise de la majorité des Etats (au profit des multinationales de l'information), ou, à tout le moins, à l'emprise des Etats du Sud (rapport Mac Bride 1980). Soit il s'agissait de rétablir un équilibre des flux entre Etats du Sud et Etats du Nord, soit il s'agissait de contrer l'autonomisation de ces flux pour assurer le développement et la participation des médias à la mobilisation des forces vives de la nation.

Chose certaine, l'éclairage du début provenait d'une conception reposant sur les nécessités de la construction des Etats nationaux et de l'affirmation d'une juridiction étatique sur un espace symbolique national. Il paraissait légitime que l'Etat d'un territoire donné cherche à s'assurer la maîtrise des ondes dans ce territoire. De même, il apparaissait normal que, dans sa recherche d'identité internationale, c'est-à-dire dans son affirmation face à ses voisins et dans ses tentatives d'influence sur les autres, cet Etat tente de faire usage de ses moyens de diffusion pour influencer les habitants des autres territoires.

A l'intérieur de ce cadre d'analyse dû au modèle réaliste, la souveraineté culturelle des Etats était mise à l'avant face à l'impérialisme de la culture américaine et de la langue anglaise. Plusieurs Etats dénonçaient le danger, pour la culture américaine, de disséminer le modèle de la consommation à l'échelle mondiale, et pour la langue anglaise de devenir la nouvelle "lingua franca". Avant le choc de la globalisation, l'agression du monde extérieur contre les cultures nationales se retrouve, selon Breton, dans la domination des entreprises transfrontières que sont les agences internationales de nouvelles sur le flux d'information journalistique. Ces entreprises étaient nées, comme dit ci-avant, lors de la colonisation. Avec les indépendances des ex-colonies, elles avaient abouti à un modus vivendi avec les désormais Etats nationaux affranchis. Ce qui leur avait permis de se libérer du rôle d'espionnage, ainsi que d'auxiliaires diplomatiques (lancement de rumeurs et ballons d'essai, appels du pied et envoi de signaux directs, etc.) leur assignés par les métropoles impérialistes.

D'un autre côté, les entreprises transfrontières s'étaient entendu avec ces Etats nationaux pour ne pas perturber les systèmes politiques existants, signes de déférence à l'ordre des choses dans les dépêches expédiées à des tiers, black-out sur diverses activités honteuses des pouvoirs despotiques et corrompus, etc.) Ces accommodements permettaient à leurs correspondants et envoyés spéciaux de séjourner et de survivre dans les territoires nationaux étrangers, et à leurs agents commerciaux de faire des affaires avec médias étatiques et privés. Mais cette soumission des agences de nouvelles aux Etats n'était pas suffisante. Au cours des années soixante-dix, l'équilibre entre grandes agences de nouvelles et Etats du Tiers monde a été globalement contesté, avec l'appui du bloc communiste, avec la revendication d'un NOMIC. Depuis lors, avec l'affaiblissement dû à la désagrégation du bloc soviétique, l'offensive du Sud a été vouée à l'échec et rangée au rancard, ce qui a relancé de plus belle les grandes agences occidentales aussi bien de la presse audiovisuelle qu'écrite. Celles-ci ont retrouvé leur légitimité et une certaine accélération de leurs activités. Notre modèle de communication-information est représenté par le schéma ci-dessous :

## RESULTATS: MODELE DE COMMUNICATION – INFORMATION DU SYSTEME POLITIQUE DU ZAIRE (RD CONGO actuel)



Il est vrai que le système politique qui est en cause est le zairois (RD Congo). Et les systémistes, depuis Easton, ont toujours analysé et tenu compte d'un seul système politique, qui est en relation avec son environnement, lequel est indéfini. Celui-ci est nommé environnement interne et environnement externe. Par contre, dans le présent modèle, en plus du système politique zairois (rdcongolais) – qui peut être remplacé par n'importe quel système politique de par le monde – qui est au centre (car le modèle réaliste a pour unité unique l'Etat), nous lui avons adjoint d'autres systèmes politiques qui occupent pareillement une place centrale et sont en relations suivies avec lui. Ces systèmes politiques sont ceux des Etats occidentaux et ceux des Etats en développement. Ils agissent chacun individuellement, ayant en tête leurs intérêts vitaux, primordiaux. Nous pouvons citer, à titre d'exemple des systèmes politiques des pays industrialisés, l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas. Mais certains d'entre eux agissent aussi collectivement vis-à-vis du premier système politique, en tant qu'entité unie, soudée, défendant les mêmes valeurs démocratiques (ou antidémocratiques) qui fondent leurs sociétés et la société mondiale à instaurer. Ils sont souvent connus sous la dénomination populaire de « communauté internationale » quand les médias parlent de leur groupe. Dans le cadre du Zaïre, nous les avons affublés, comme les radiodiffusions internationales, du qualificatif de « troïka », car ils étaient composés de représentants de trois Etats : presque régulièrement des Etats-Unis, de la Belgique et de la France; de fois, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France ou de la Belgique.

Les systèmes politiques des pays en développement, pour le cas d'espèce, sont constitués des Etats voisins avec lesquels le Zaïre (RD Congo) partage les frontières, et qui influent largement sur sa politique aussi bien interne qu'externe: Angola, Ruanda, Burundi, Ouganda, Congo-Brazzaville, Soudan, Tanzanie, République Centrafricaine, Zambie. A ceux-là, nous ajoutons tous les autres désignés sous le vocable de « pays frère et ami »: Togo, Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire, Egypte, Lybie, Afrique du Sud, etc. Ces systèmes politiques étaient en relations constantes avec le système politique zaïrois. Que ce soient eux ou ce dernier, ils comprenaient des structures comme le gouvernement, le parlement (mono ou bicaméral). Les environnements de chacun de ces systèmes comprennent les organisations internationales telles que l'Organisation de l'Unité Africaine, la Communauté Economique Européenne, l'Organisation des Nations-Unies; les multinationales; les entreprises nationales; les organisations non gouvernementales internationales comme Médecins Sans Frontières, Comité International de la Croix-Rouge, Greenpeace, OXFAM, Amnesty International, Fédération Internationale des Droits de l'Homme; les organisations non gouvernementales nationales comme l'Association Zaïroise des Droits de l'Homme, la Ligue Zaïroise des Droits de l'Homme, les Amis de Nelson Mandela, La Voix des Sans Voix; les partis politiques nationaux (UDPS, PDSC, DCF, FONUS, MPR-fait privé, UDI, UFERI, etc.) et leurs regroupements (USOR, FPC, Mouvance présidentielle, USORAS, USORAL...); les syndicats. Nous avons emprunté à la terminologie marxiste, particulièrement nietzschéenne, les deux concepts d'« appareils idéologiques d'Etat » et d'« appareils répressifs d'Etat ». Le premier intègre la famille, l'école, l'église, le syndicat, la culture. Nous les avons placés dans les environnements national et international.

Nous avons isolé l'appareil idéologique de l'information, qui concerne les médias –radiodiffusion, télévision, presse écrite, réseaux sociaux –, car ceux que nous étudions en font partie, dans la section des radiodiffusions internationales, que nous distinguons des médias nationaux. Toutes les deux branches (appareil idéologique d'Etat de l'information national et appareil idéologique d'Etat de l'information étranger) sont parties intégrantes du système de communication – information. Compte tenu du rôle de premier plan de courroie de transmission des informations del(des) environnement(s) national et/ou étranger vers le(s) système(s) politique(s) zaïrois et/ou étranger (s) et vice-versa, nous avons jugé, après mûre réflexion, d'entourer les systèmes politiques de cet appareil idéologique d'Etat constitué des médias dans leur diversité. Mais, quant à cette these défendue, nous mettons l'accent sur les radiodiffusions internationales que nous faisons ressortir comme ponts entre le(s) pouvoir(s), représenté(s) par le processus décisionnel ou le processus de conversion, autrement connu sous le nom de « boîte noire », et les environnements intéressés. C'est la raison pour laquelle, sur le schéma, ces radiodiffusions internationales, incluses dans l'appareil idéologique de l'information, encerclent pratiquement les systèmes politiques. Davantage elles, que toutes les autres structures étatiques de transmission constituées des postillons dont nous parlons ci bas, recueillent les informations à la source de deux côtés de la chaîne, les traitent et les diffusent dans les deux sens(en réalité dans les quatre sens!). Elles transportent les demandes, les exigences au(x) système(s) politique(s) ou « boîte(s) noire(s) » qui, après traitement, renvoie(nt) la(les) réponse(s) sous forme de sortie(s) dans l'(les)environnement(s). Ces mêmes radiodiffusions se chargent de la tâche identique, mais dans le sens contraire, du(des) pouvoir(s) aux populations ainsi qu'aux différentes structures qui composent la société globale. Ici, c'est comme dans le cadre du « two step flow of information » ou deux niveaux (étages) d'information. Celle-ci parvient d'abord au journaliste (radiodiffusion), qui la considère et la présente ensuite dans la forme la plus compréhensible ou la plus

attrayante possible, soit au système politique concerné, soit aux environnements. A moins que ce ne soit aux uns et aux autres. Quand il y a impact, positif ou négatif, provoqué par les outputs sortis de la « boîte noire » et dirigés dans les environnements, les mêmes radiodiffusions internationales font connaître au(x) système(s) politique(s) les réactions causées par ses (leurs) décisions dans l'(les)environnement(s) par la boucle de rétroaction ou feed-back. C'est ce qui explique que toutes les flèches sortent des environnements vers les systèmes politiques, mais via les radiodiffusions internationales. Et celles qui sont issues des systèmes politiques passent par le même canal pour atteindre les environnements. Par leur canalisation des informations, les radiodiffusions sont donc au carrefour des systèmes politiques et de leurs environnements, de la société globale et du système international.

## DISCUSSION

Ce schéma met l'accent surtout sur les interactions entre les différentes composantes du système international. Ici, nous ne pouvons pas étudier le système politique zaïrois sans le situer dans la société globale et dans le système international dont il relève. Les inputs, les outputs, les boucles de rétroactions sont indiquées par les flèches qui viennent des environnements et des autres systèmes politiques pour le système politique en crise (incrimination, problèmes, dictature, etc.), voire même de ces autres systèmes politiques vers l'environnement national, international ou les deux. De fois, des inputs, qui sont en réalité des outputs, sortent de certains éléments des environnements tels que les multinationales, les sociétés secrètes totales, et s'imposent sournoisement aux environnements comme aux systèmes politiques. Ces systèmes politiques ne font que s'approprier ces inputs-outputs qu'ils répercutent juste dans les environnements sous forme d'outputs soi-disant provenant d'eux. Nous insistons encore sur les interactions entre les différentes composantes des systèmes politiques des Etats-nations, lesquels deviennent de plus en plus des Etats-minimaux dans le cadre du système international. Il reste néanmoins un élément que nous avons cité et dont nous avons promis tout à l'heure de parler: les appareils répressifs d'Etat. Ils comprennent l'administration publique, la magistrature, l'armée, la police et les services de renseignement. Ils sont en fait les bras des systèmes politiques. Ils se chargent d'exécuter leurs décisions, bonnes ou mauvaises. Ils filtrent les entrées en provenance des environnements et ne font entrer que celles qui leur agréent, car ils ont aussi des intérêts particuliers ou de corps à préserver. C'est ce qui explique que nous ayons donné la préférence à l'appareil idéologique de l'information que sont les radiodiffusions internationales plutôt qu'à eux. Eux ne font pas partie de l'environnement interne, mais sont accolés au système politique. D'où la méfiance des environnements à leur égard dans des systèmes fermés ou semi-ouverts comme celui du Zaïre des années sous étude. En effet, dans ce cas, les doléances lancées par la population ou les environnements, voire par les autres systèmes politiques, ne sont pas prises en compte par le système politique ou très peu. C'est ce qui explique que la transition zaïroise ne se soit terminée qu'avec une autre rébellion en 1997.

## CONCLUSION

Concluons brièvement ces propos en affirmant que le modèle que nous avons élaboré est révolutionnaire. Il est en continuité de celui de David Easton trouvé dépassé par le fait que la société mondiale a évolué à un rythme accéléré et frénétique et a bougé les anciennes lignes de démarcation. Notre modèle se base sur les nouvelles réalités aussi bien des Etats du sud que du nord. Aucun Etat ne vit plus en vase clos pour ce qui est des décisions à prendre. On ne sait

plus exactement où se trouve la boîte noire, qui change constamment selon les circonstances et leur gravité. C'est ainsi qu'elle est tantôt dans le système politique national, tantôt dans celui international; mais aussi à certains moments dans les multinationales, les organisations internationales telles que l'ONU ou l'Union européenne, dans la Société civile nationale, étrangère ou internationale. Il y a une interaction totale et entière entre les différents éléments des systèmes qui se complètent et/ou se combattent en même temps. Selon que le système politique national est faible ou fort, il sera noyauté et submergé ou il résistera et cherchera à se faire entendre et se faire respecter des autres systèmes politiques et des autres environnements qui se transforment aussi en boîtes noires. Les feedbacks vont et viennent de tous les éléments des systèmes. Ce modèle tient aussi bien compte de l'unipolarité que de la multipolarité par lesquels les systèmes politiques passent ou sont passés.

## REFERENCES:

- ALMOND G.A & POWELL G.B., Jr, Analyse comparée des systèmes politiques. Une théorie nouvelle. Éd. Tendances Actuelles, Paris, 1972
- BADIE B. et BIRNBAUM P., Sociologie de l'Etat, Coll. Pluriel, Hachette Littératures, 2004, 240p.
- DEMERS F., Crise de l'État-nation et communication politique interne. Une ligne de fracture nommée démocratisation, in Hermès\_1995\_17-18\_267.pdf, consulté le 10/7/2013.
- NIETZSCHE F., Ainsi parlait Zarathoustra, tome 1, éd. Aubier-Montaigne, Paris, 1969
- ZBIGNIEW BRZEZINSKI, Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde, Coll. Pluriel, éd. Hachette Littératures, 2000, 275 p

\*\*\*\*\*